



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Décision d'examen au cas par cas n° 2025-8647
en application de l'article R 122-3 du Code de l'environnement**

Le préfet de la région Hauts-de-France
préfet de la zone de défense et de sécurité Nord
préfet du Nord
chevalier de la Légion d'honneur
chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de monsieur Bertrand GAUME en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 février 2024 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à Monsieur Julien Labit, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° 2025-8647, déposé complet le 13 mars 2025, par Madame Camille Wieme, relatif au projet de retournement de prairies, sur les communes de Roy-Boissy, Grémévillers et Haucourt dans le département de l'Oise;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 12 mai 2025 ;

1. le projet, qui consiste à retourner des prairies permanentes d'une superficie totale de 10,59 hectares dans le but de les transformer en culture, relève de la rubrique 46° a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas tout projet d'affectation de plus de 4 hectares de terres non cultivées à l'exploitation agricole intensive ;
2. les parcelles concernées par le projet sont :
 - sur la commune de Roy-Boissy :
 - x parcelle de 3,819 ha (référence cadastrale 0220 0D, 0254 0D, 0253 0D, 0084 0D et 0081 0D) ;
 - x parcelle de 1,359 ha (référence cadastrale 0018 ZA et 0019 ZA) ;
 - x parcelle de 1,840 ha (référence cadastrale 0093 0D) ;

- x parcelle de 1,671 ha (référence cadastrale 0222 0C);
 - x parcelle de 1,018 ha (référence cadastrale 0090 0D, 0197 0D et 0198 0D) ;
 - sur la commune de Grémévillers : parcelle de 0,84 ha (référence cadastrale 0564 0A, 0566 0A, 0051 ZB et 0588 0A) ;
 - sur la commune de Haucourt : parcelle de 0,042 ha (référence cadastrale 0374 0A) ;
3. les prairies permanentes contribuent à un stockage de matière organique dans les sols, à préserver la qualité de l'eau et préviennent la survenue de certains risques naturels, dont l'érosion et les coulées de boue ;
 4. l'ensemble des parcelles est situé en aire d'alimentation de captage et le retournement des parcelles entraînera la minéralisation de la matière organique du sol et contribuera à un lessivage accru de nitrates vers les eaux ;
 5. la minéralisation de cette matière organique contribuera à relarguer dans l'atmosphère le carbone stocké, contribuant à augmenter les émissions de gaz à effet de serre ;
 6. la prairie de 0,042 ha (référence cadastrale 0374 0A) à Haucourt est située en zone à dominante humide du SDAGE Seine-Normandie, le caractère humide des sols doit être étudié et le retournement évité en cas de zone humide avérée ;
 7. il convient d'étudier les risques d'érosion et d'écoulement de boues, certaines zones du projet à Roy-Boissy étant en pente, en amont de secteurs habités et le retournement de prairies envisagé pouvant changer les propriétés des sols et aggraver les risques d'inondations et de coulées de boues ;
 8. l'étude d'impact doit permettre, selon les enjeux identifiés, d'étudier des solutions de substitution, notamment concernant la localisation, pour éviter les impacts ou à défaut, de définir des mesures de réduction et compensation, pour aboutir à un projet ayant des impacts négligeables pour l'environnement ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine qui nécessitent une étude d'impact ;

Décide

Article 1^{er} :

Le projet de retournement des prairies sur les communes de Roy-Boissy, Haucourt et Grémévillers, dans le département de l'Oise, déposé par Madame Camille Wieme, est soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, en ce qui concerne les parcelles suivantes :

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Il appartient à l'autorité compétente de vérifier, au stade de l'autorisation, que le projet présenté a bien fait l'objet d'une étude d'impact et d'un avis de l'autorité environnementale compétente en cas de retournement des parcelles visées à l'article 1^{er}.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 14 mai 2025

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur régional de l'environnement
de l'aménagement et du logement,
Le directeur régional adjoint,

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, lequel doit être précédé, à peine d'irrecevabilité, d'un recours administratif préalable.

Le recours administratif préalable obligatoire, doit être adressé dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision à :

DREAL Hauts-de-France

service IDDEE – pôle autorité environnementale

44, rue de Tournai

CS 40259

59019 Lille Cedex

avec copie à :

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59 800 LILLE

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet du recours administratif préalable obligatoire.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site <https://www.telerecours.fr/> dans un délai de deux mois à compter soit de la notification de la décision de rejet du recours administratif préalable soit de l'intervention de la décision tacite de rejet.